



Fiche de Lecture n° I

Le Mystère du Capital Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs ?

Hernando de SOTO

L'ouvrage d'Hernando de Soto¹ - économiste péruvien et fondateur de l'Institut *Liberté et Démocratie* basé à Lima - est sous-tendu par une question à laquelle il a consacré la majeure partie de sa carrière de chercheur. Cette question obsédait déjà Fernand Braudel et est resté un *mystère* pour ce dernier. Elle se formule de la manière suivante : « pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs ? » Fuyant les explications classiques (par exemple la thèse wébérienne de l'éthique protestante et de l'esprit du capitalisme) et idéologiques (par exemple, la thèse marxiste de l'exploitation du Sud par le Nord), de Soto a découvert, dit-il, la réponse. Ce livre est l'exposé de cette réponse.

Une question intrigante

Cette question, si on la prend en charge avec rigueur et méthode, est vraiment intrigante. Si le capitalisme ne marche pas au Tiers-monde, ce n'est pas faute, pour ce dernier, d'avoir essayé. Ainsi, depuis les années 1820, date de l'acquisition de l'indépendance des principales colonies espagnoles, les réformes visant à instaurer un régime capitaliste ont été tentées à au moins quatre reprises. Les latino-américains ont restructuré la dette, stabilisé leur économie en maîtrisant l'inflation, libéralisé les échanges, privatisé les biens publics, remplacé les emprunts par des fonds propres, réorganisé leur système fiscal. Ils ont importé toutes sortes de marchandises occidentales, ont appris l'anglais et le français, etc. Globalement sans succès. Pourquoi ?

Est-ce à dire que les populations du Tiers-monde ne sont pas assez entrepreneurantes ? Qu'elles ne partagent pas cet éthos typiquement protestant qui, selon Weber, a fait le succès du capitalisme en Occident ? C'est difficile à croire lorsqu'on voit l'activité déployée par tous ces petits entrepreneurs du tiers-monde. Il suffit d'avoir passé quelques jours au Maghreb pour constater la fibre commerçante de ces populations. Ils ont du talent, de l'enthousiasme, une aptitude étonnante à tirer un profit de presque rien. D'où vient donc le problème ?

¹ J. H. HERNANDO DE SOTO, *The Mystery of Capital, Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, Basic Books, 2000.

Le capital « mort »

En réalité, le problème tient en ce que ces populations n'arrivent pas à créer du capital « vif ». Qu'est-ce à dire ? Telle est la thèse révolutionnaire de cet ouvrage : le tiers-monde dispose de suffisamment de capital mais ce dernier est « mort ». Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas reconnu légalement. Dès lors, il est pratiquement inutilisable et interdit à ces économies toute possibilité de dépasser le stade de l'auto-subsistance (et encore).

Beaucoup d'économies planifiées du Tiers monde ne parviennent pas à taxer le fruit du travail de la population qui vit parfois, dans sa grande majorité, en marge de l'économie déclarée. Il est vrai que les *obstacles à la légalité* sont immenses. De Soto a mené une enquête à Lima avec ses collaborateurs. Ils ont fait le test suivant : créer de toutes pièces une entreprise parfaitement légale dans le strict respect de la loi péruvienne. A raison de six heures par jour, il a fallu 289 jours pour obtenir que l'entreprise soit enfin enregistrée. Le coût total des formalités légales, pour créer une boutique de vêtements fonctionnant avec un seul salarié, s'est élevé à 1231 dollars, soit trente fois le salaire mensuel minimum. Obtenir l'autorisation légale de construire sur un terrain appartenant à l'Etat demanda six ans et onze mois, soit le temps nécessaire pour effectuer 207 démarches administratives auprès de 52 services administratifs. Pour obtenir un titre juridique sur cette parcelle de terrain, il a fallu 728 formalités.

Pourtant, la valeur des économies engrangées au Tiers-monde est immense. La valeur totale de l'immobilier détenu par les pauvres dans le Tiers-monde s'élève, d'après les calculs de Soto, à 9300 milliards de dollar, soit à peu près deux fois la masse monétaire en circulation aux Etats-Unis. C'est presque la capitalisation totale de l'ensemble des sociétés cotées sur les Bourses principales des vingt pays les plus développés : New York, Tokyo, Londres, Francfort, Toronto, Paris, Milan, le Nasdaq et une douzaine d'autres. Ou encore quarante fois le montant des aides consenties au Tiers monde depuis 1945 !! Mais ces populations ne sont pas en mesure de *représenter* la valeur des biens qu'ils possèdent : leurs habitations sont bâties sur des terrains sans titre de propriété certain, leurs entreprises sont non déclarées, n'ont pas de régime de responsabilité bien définie, leurs industries sont installées hors de la vue des financiers et des investisseurs. Bref, il s'agit de « capital mort ».

Le droit de propriété

Le processus permettant la conversion d'un bien matériel en capital - utiliser sa maison pour emprunter de l'argent qui lui servira à financer une entreprise par exemple - est très complexe. Le capital est une « énergie », une « valeur dormante ». Encore faut-il le réveiller. Hernando de Soto en vient à se demander comment les Occidentaux ont créé leur capital. En réalité, ils ne le savent pas eux-mêmes. C'est un mystère à première vue. Ce processus de création est tellement enraciné dans nos pratiques que nous n'en avons pas conscience. Nous n'y avons d'ailleurs jamais réfléchi : la propriété. En effet, ce qui est central, c'est l'invention – et la reconnaissance juridique – du régime de la propriété unifiée : il a permis de fixer le potentiel économique des biens, d'intégrer dans le système des informations jusque-là dispersées, d'établir les responsabilités de chacun, de rendre les biens fongibles et de créer des liens sociaux.

Le droit de propriété à l'occidentale fournit aussi aux entreprises des informations sur les biens et leurs propriétaires, des adresses vérifiables et des références objectives sur la

valeur des immeubles, le tout aboutissant à des possibilités de crédit. Ces informations et l'existence d'un droit unifié facilitent la gestion du risque en le dispersant par des dispositifs de type assurance, ainsi qu'en mettant en commun des biens pour garantir des dettes. Cela se traduit par la mise en place de réseaux complexes au moyen desquels les citoyens ordinaires établissent des liens avec les pouvoirs publics aussi bien qu'avec le secteur privé et obtiennent ainsi des biens et services complémentaires. Ainsi des établissements financiers peuvent sélectionner les emprunteurs potentiels dignes de crédit et des objets matériels, comme des billes de bois en Oregon, peuvent garantir un investissement industriel à Chicago.

Légaliser les squatters

Ce qui a véritablement été mis en lumière par les enquêtes de de Soto et ses chercheurs, c'est que l'économie extra-légale sur laquelle divers gouvernements lui avaient demandé de se pencher, était loin d'être anecdotique mais gigantesque. L'extra-légalité a toujours été dominante dans certains pays. Le secteur extra-légal se règle d'une réglementation endogène car, évidemment, les risques de litiges et de violence sont assez importants. De Soto parle de la police interne des favelas : la criminalité est quasi absente et les loyers sont quasiment tous encaissés : le mauvais payeur est, autrement, vite expulsé. Les travailleurs sont obligés de recourir à un droit extra-légal pour préserver un semblant d'ordre et se protéger. Ces « arrangements » sont autant de petits « contrats sociaux » en tant que tels.

La plupart des autorités publiques sont incapables de rivaliser avec le pouvoir extralégal. Plutôt que de le combattre – combat dérisoire, perdu d'avance qui est celui du dogmatisme juridique contre la puissance de l'usage – il vaut infiniment mieux essayer de légaliser ce secteur extra-légal. Le colonel Kadhafi a, dit on, incinéré en 1992 les titres fonciers de la Libye. Tous les enregistrements et documents des anciens cadastres attestant de l'appartenance des terrains à telle ou telle tribu ont été brûlés « parce qu'ils reposaient sur l'exploitation, la duperie et le pillage ». C'est évidemment une erreur monumentale que d'avoir détruit ces documents. Cela a pour seul effet de maintenir des populations gigantesques en marge de la légalité et leur interdire tout développement économique.

La meilleure manière de légaliser est de mettre en œuvre le droit de préemption et le droit des occupants sur leurs améliorations. Cela n'a pas été sans mal. L'histoire des États-Unis offre à de Soto un grand avantage. Elle permet de comprendre comment a pu s'accomplir le processus de légalisation. Un exemple significatif est donné par les concessions sur les mines d'or. On sait que la « ruée » vers la Californie a, dans un premier temps, généré un développement de cette région aussi rapide qu'anarchique. L'auteur, sur base de nombreuses recherches historiques, rend compte du travail gigantesque qui a été entrepris pour faire rentrer ce secteur extralégal dans le giron du droit en l'espace de pratiquement un siècle. Ce sont là des leçons dont les pays ex- communistes et les pays en développement devraient s'inspirer, tout en évitant de répéter un certain nombre d'erreurs commises à l'époque et dont les conséquences se font toujours sentir de nos jours dans l'économie américaine.

Soulever la « cloche de verre »

Le problème est ici à la fois juridique et politique. Pour édifier un régime de propriété formel unifié, les obstacles sont considérables. Le plus difficile est de négocier et de

convaincre les « *gardiens de la cloche de verre* ». Hernando de Soto vise ici les juristes et les techniciens dont le travail consiste à préserver la cohérence de l'ordre juridique et de réprimer toute infraction à ce dernier. C'est en réalité un problème colossal qui, jusqu'à présent, n'a pas été résolu malgré de nombreux efforts entrepris et les moyens mis en œuvre. La raison en est – principalement – qu'il ne s'agit pas d'un simple problème technique qui peut être réglé avec des seuls techniciens, même zélés et dotés d'ordinateurs performants. Il s'agit, avant tout, de convaincre les intéressés de légaliser leur économie, les juristes - toujours conservateurs dans l'âme par rapport à l'ordre juridique dont ils ont la charge - d'accepter de consacrer les arrangements extra-légaux. Il faut s'assurer du soutien des politiciens, seuls à même d'appuyer le processus (en leur montrant que cette légalisation apportera des rentrées substantielles à l'Etat et accroîtra la sécurité sur le territoire) et convaincre les élites que cette légalisation leur profitera en premier vu qu'elle génère de nouveaux marchés (construction, transports, etc.).

Conclusions

Bien avant beaucoup d'autres, Karl Marx a remarquablement compris qu'une vie économique parallèle pouvait naître à côté des biens matériels eux-mêmes mais il n'a pas saisi le rôle fondamental de la propriété formelle (au sens juridique). Ce n'est pas seulement un instrument d'appropriation mais surtout – et avant tout – un incitatif pour créer une valeur d'utilisation bien réelle, un processus indispensable pour fixer et utiliser le capital.

Ce qui fait vivre le capitalisme, c'est le capital. Le capital existe en très grande quantité dans les pays du tiers-monde. Encore faut-il qu'il soit utilisable. Les pays communistes et le tiers-monde en sont exactement là où l'Europe, le Japon et les Etats-Unis en étaient il y a deux siècles. La solution au problème du développement du tiers-monde tient à l'indispensable passage du capital mort au capital vif. Cela passe, dit de Soto, par un long processus : une stratégie de découverte, une stratégie politique et juridique, une stratégie opérationnelle et une stratégie commerciale. Faute d'opérer ce passage, d'établir ce pont, la mondialisation de l'économie restera l'affaire d'un club privé, celui regroupant les différents habitants des « *cloches de verre* » en divers endroits du monde, le reste de la population – la majorité – restant condamnée à demeurer dans la périphérie.

Commentaire critique

Cet ouvrage est - sans mauvais jeu de mot - un ouvrage capital. Extrêmement documenté, basé sur un travail scientifique rigoureux s'étalant sur plusieurs décennies, s'étendant sur la plupart des régions du globe et examinant avec attention le parcours historique des Etats capitalistes ces trois derniers siècles, il fournit une explication très convaincante de la dynamique capitaliste laquelle tient dans cette maîtrise du virtuel garanti par le capital.

Ce livre ne se limite pas à livrer un diagnostic. Il s'attelle aussi à fournir des solutions concrètes et structurées pour « *raviver* » le capital mort. Cette méthode très complexe, élaborée par l'auteur et ses chercheurs sur base d'un très vaste matériel empirique a pour nom « processus de capitalisation ». Il a d'ailleurs été mis en application au Pérou de 1984 à 1994 mais « *de manière partielle et erratique* ». On aimerait, à ce sujet, avoir plus de précisions.

Regrettons le ton un peu catastrophiste par rapport à la mondialisation en cours. Les chiffres de développement humain relevés annuellement par l'ONU dans son fameux rapport, attestent, au contraire, que la pauvreté diminue d'année en année, que la démocratie s'étend et que l'égalité – à l'échelle de la planète entière – se propage comme jamais auparavant. Elle ne concerne pas, contrairement à ce qu'il dit, uniquement les nantis, les habitants de la « *cloche de verre* » dans chacun des Etats mais bien un nombre croissant de personnes, préfigurant ici la constitution d'une middle class au niveau mondial. Néanmoins, de Soto a raison lorsqu'il constate que cette tendance à la prospérité n'est pas automatique et que sans sécurité juridique, aucun Etat ne peut se développer économiquement.

On aimerait, par ailleurs, avoir, au regard de cette thèse, davantage d'éclaircissements sur le processus de conversion spectaculaire au capitalisme des dragons asiatiques et autres pays qui (le Chili en est un bon exemple), parti de rien, ont décollé ces trente dernières années.

L'auteur accorde beaucoup d'importance au juriste et au technicien. Par juriste, il vise principalement la figure du notaire. Il est dommage qu'il ne mette pas plus en valeur la figure du juge. Cet « homme de terrain » est pourtant un élément indispensable – l'histoire du Far West en témoigne – pour faire passer une société encore dans l'état de nature au stat d'Etat de droit. Telle est la mission civilisatrice et pacificatrice du magistrat, condition impérative pour fournir un cadre propice aux échanges.

Cela dit, « *Le Mystère du Capital* », est un ouvrage remarquable. Il n'est guère étonnant qu'il soit devenu un best-seller en Amérique latine. Publié en anglais en 2000 et traduit en vingt langues depuis, c'est aussi devenu un record de librairie. On peut d'ailleurs espérer qu'il devienne un classique de la science économique.

Contributeur : Corentin de Salle